

ALAIN KRIVINE

Les révolutionnaires et les présidentielles

Réponses à six questions

1) Pourquoi un mouvement révolutionnaire choisit-il de présenter un candidat aux élections présidentielles ?

S'agit-il seulement d'utiliser la campagne comme outil de propagande ?

Le choix de se présenter aux élections est un problème essentiellement tactique. En règle générale nous y répondons positivement. Par contre, en juin 68, nous avons appelé au boycott. Précisons donc le contenu de nos positions anti-électorales. Cela n'implique pas le refus de participer aux élections mais le refus de semer l'illusion que c'est par les urnes que les travailleurs pourront changer leur sort. En juin 68, il ne s'agissait pas tant pour le pouvoir et les partis de la gauche réformatrice de se compter mais davantage d'enterrer dans les isolements et les urnes un mouvement de masse extra-parlementaire. C'est cela qu'il fallait faire comprendre et refuser. Dans des élections plus classiques, notre participation dépend des opportunités que nous avons pour au mieux faire connaître nos idées. La période électorale représente un haut-parleur démultiplié pour notre propagande et nous permet de nous adresser à des millions de gens. Ceci dit, nous n'utilisons pas les élections uniquement comme une tribune car, qu'on le veuille ou non, leurs résultats pèsent sur le développement futur des luttes. On a souvent dit qu'il s'agissait d'une photographie déformée des rapports de forces politiques. C'est vrai, mais les résultats électoraux à leur tour influent sur ce rapport, surtout au niveau subjectif. Par exemple, une percée électorale de l'extrême-

gauche ne manquerait pas de poser problème aux organisations réformistes et serait un facteur d'entraînement et de regain de combativité pour des centaines de milliers de travailleurs qui ont le cœur à l'extrême-gauche, mais le bulletin de vote à gauche par souci « d'utilité ».

2) Quel inconvénient y aurait-il pour une formation comme la vôtre à être absent de l'élection présidentielle ? La présence a-t-elle pour objet de ne pas s'effacer devant un mouvement rival ? Dans quelle mesure une candidature commune des révolutionnaires permettrait-elle un regroupement durable de l'extrême-gauche ?

L'inconvénient serait de perdre une opportunité et de disparaître plus ou moins du débat politique public pendant la période électorale. La participation de la LCR aux précédentes élections nous a permis de nous faire connaître par des millions de gens, ce qui aurait été impossible avec nos simples moyens militants. Le problème des organisations « rivales » intervient mais son importance dépend de la fonction que nous fixons à telle ou telle participation électorale. Il est bien évident qu'on ne peut séparer le programme politique de l'organisation qui le défend. Et en ce sens nous avons intérêt, chaque fois que cela est possible, à faire connaître nos idées et notre organisation. Cependant dans une campagne électorale où l'on s'adresse à des millions de gens, le but n'est pas de populariser la totalité du programme. Tout dire à tout le monde en si peu de temps aboutit à ne convaincre personne. Ce fut d'ailleurs la principale faiblesse de nos campagnes présidentielles antérieures. Nous avons compris depuis qu'il vaut mieux sélectionner quelques thèmes liés aux réponses politiques essentielles de la situation. Lorsqu'un accord est possible sur les thèmes clés avec d'autres organisations révolutionnaires, la candidature commune devient une nécessité. La multiplicité des candidats d'extrême-gauche nuit à chacune des organisations, l'écho de leurs propositions étant d'avance affaibli par le discrédit de la division. Unis avec Lutte ouvrière sur une campagne internationaliste, nous avons dépassé les 3 % lors des élections européennes. Si l'unité est importante, l'accord politique est un préalable. Une candidature commune réalisée sur quelques généralités n'aurait pour nous aucun intérêt si ce n'est de créer des illusions sur un regroupement durable des révolutionnaires sans base politique sérieuse. La campagne commune signifie un moment d'unité d'action mais ne débouche pas forcément sur une fusion

même si le fait de lutter ensemble aide bien naturellement au rapprochement.

Pour les élections de 1981, nous mettons deux préalables à un accord unitaire : mener une campagne active contre la division du mouvement ouvrier et pour l'unité dans l'action des organisations politiques et syndicales qui ont la confiance de la classe ouvrière, et deuxièmement un engagement au désistement au second tour en faveur du candidat PC ou PS arrivé en tête au premier tour. Or jusqu'à présent les deux organisations révolutionnaires ayant survécu : Lutte ouvrière et l'Organisation communiste internationaliste se trouvent complètement en dehors de toutes les batailles unitaires qui se sont déroulées ces derniers mois. Que ce soit le courant autour de la pétition *Union dans les luttes*, la campagne pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, la marche pour l'unité organisée à Paris lors du 1^{er} mai, etc.

3) Est-il difficile d'être candidat ? Comment avez-vous opéré pour recueillir les signatures nécessaires en 1969 ? Et en 1974 ? Comment ferez-vous, le cas échéant, en 1981 où il faut 500 signatures publiques ?

Il est très difficile pour les petites formations d'avoir un candidat aux présidentielles. Le problème n'est pas tant la caution de 300 000 F qui est demandée que la collecte sur plus de 30 départements de 500 signatures d'élus. En 1969 et en 1974, nous avons dû mobiliser pendant plusieurs semaines toute notre organisation ; répartis en équipes, nous avons quadrillé les départements et rencontré plusieurs centaines de maires et de conseillers municipaux. Les signatures ont été généralement données par des élus de gauche ou inorganisés qui ont agi ainsi par souci démocratique mais la plupart du temps sans partager notre point de vue politique.

Pour les présidentielles de 81, l'obstacle sera encore plus grand. En effet, au lieu d'apposer directement leur signature sur papier libre, les élus devront demander à la Préfecture des formulaires officiels et préciser pour quel candidat ils comptent signer. Ces formulaires ne seront, de plus, délivrés que quelques semaines avant le dépôt des listes... Nous allons engager une campagne qui, nous l'espérons, sera la plus unitaire possible, pour faire lever ces dispositions. Nous espérons que le PC et le PS, qui avaient protesté bien tardivement contre le sort réservé aux petites listes lors des élections européennes, accepteront cette fois-ci de se joindre à nous. En tout état de cause, nous nous adresserons à ces deux partis pour qu'ils

nous donnent les 500 signatures (ils ont plus de 60 000 élus), c'est-à-dire le moyen de mettre en pratique le pluralisme dont ils se réclament et que le Gouvernement étrangle.

4) Qui décide, au sein de la Ligue communiste révolutionnaire, du choix du candidat ? Est-il dangereux de céder à la personnalisation des systèmes politiques contemporains ? N'aurait-il pas été préférable qu'Alain Krivine ne soit pas le candidat de la Ligue en 1974 ?

A la différence du PS, il n'y a pas chez nous de hit-parade parmi les candidats potentiels. Notre orientation politique est votée en Congrès ainsi que les thèmes de campagne ; le ou la candidate ne sont donc que des porte-parole. C'est le IV^e Congrès de la LCR qui se tiendra en juin qui aura à décider si nous présentons un candidat, et quel candidat (1).

Le système présidentiel tend à personnaliser de plus en plus la vie politique avec pour conséquence une dépolitisation des personnes. Cette personnalisation est dangereuse, car elle privilégie les « qualités » personnelles aux dépens des idées. La télévision devient une arme redoutable qui transforme les téléspectateurs en spectateurs passifs des débats. Comme à la boxe on compte les points. La technique des médias et la démagogie feront un vainqueur.

Mais que retient-on du contenu même de ce genre de débat ? Même à notre niveau, on parle volontiers des « amis de Monsieur Krivine » ; par contre c'est le silence sur la LCR, ses militants, ses activités. Nous sommes parfaitement conscients des dangers de cette entreprise de dépolitisation et d'aliénation, mais il est vrai que nous l'utilisons aussi. L'existence d'un porte-parole un peu connu permet d'opérer quelques brèches dans le mur du silence qui nous entoure. C'est en toute lucidité que la LCR l'utilise dans ses conférences de presse, ses meetings, ses actions. Mais à la différence des autres partis, je n'ai aucun privilège dans la LCR ; les orientations politiques sont décidées collectivement de même que les interviews, articles et grandes lignes abordées dans les meetings.

En 1974, lors des présidentielles nous avons hésité à présenter un autre camarade, mais nous y avons finalement renoncé en pensant qu'il valait mieux garder le même porte-parole. Ce fut peut-être une erreur car le vote pour l'extrême-gauche, considéré généralement comme « inutile », dépend assez peu de la personnalité du candidat.

(1) Le Congrès d'Orsay décida, le 29 juin 1980, de présenter à nouveau la candidature d'Alain Krivine (N.D.L.R.).

- 5) Est-il gênant pour une formation politique de recueillir moins de 1 % des voix ? Est-il fâcheux de régresser de 0,9 % des suffrages exprimés (1969) à 0,3 % (1974) ?**

Nous n'avons pas toujours recueilli 1 % des voix ; aux municipales, avec d'autres organisations d'extrême-gauche, nous avons dépassé les 5 % (là où nous nous présentions) et lors des élections européennes, nous avons dépassé les 3 % avec Lutte ouvrière. Lorsqu'il n'y a pas d'échéances centrales, les travailleurs votent plus facilement pour les révolutionnaires. Ceci dit nous préférons avoir 3 ou 5 % que 1 % ! Mais les travailleurs politisés ne nous jugent pas fondamentalement en fonction de nos scores électoraux que tout le monde s'accorde à trouver faibles ; l'écho de nos idées est bien plus large que les résultats eux-mêmes ; ce qui compte c'est d'être présent et d'intervenir dans les luttes, les organisations de masse, les syndicats, les campagnes. C'est vrai qu'on nous dit souvent : « Vous avez de bonnes idées, c'est bien que vous soyez là, mais vous n'êtes pas assez forts. » Notre force n'est pas électorale pour le moment, mais elle s'affirme avec plus d'ampleur surtout depuis 1978, que ce soit à travers des campagnes comme celles sur l'avortement libre et gratuit, la défense des immigrés, l'appel pour « l'union dans les luttes », sans parler de l'écho que nous pouvons rencontrer dans les organisations syndicales.

- 6) L'élection du Président de la République au suffrage universel direct n'est-elle qu'un mécanisme césarien ? La Ve République n'est-elle pas moins antidémocratique que la IVe ? Les gouvernants ne sont-ils pas plus directement désignés par les gouvernés ?**

Pour la grande bourgeoisie, les institutions de la Ve République sont certainement plus efficaces que celles de la IVe. En termes de démocratie, la petite et moyenne bourgeoisie doivent regretter la « démocratie » de la IVe ; l'ancien système parlementaire permettait à ces couches d'être mieux représentées politiquement et de peser sur les décisions. Les phénomènes de concentration économique ont plus ou moins laminé ces secteurs et l'on comprend que les trusts ou les multinationales n'étaient plus prêts à discuter ou à partager le pouvoir avec eux. Le coup d'État du 13 mai 58 et la création de la Ve République reflètent au niveau des institutions les mutations économiques et sociales de l'après-guerre. La démocratie parlementaire classique devenait un obstacle au pouvoir économique du grand

capital. Mais pour les travailleurs la démocratie reste aussi formelle dans l'une ou l'autre république même si l'élection du Président de la République au suffrage universel donne l'illusion d'un contrôle populaire plus direct sur les affaires de l'Etat. Par contre en rognant le pouvoir de décision de toutes les structures-tampons de la IV^e République (conseils municipaux, généraux, Parlement...) les gouvernements de la V^e République se trouvent plus directement confrontés aux revendications populaires. L'absence de relais conséquents entre le pouvoir central et les travailleurs tend à polariser davantage les affrontements de classe. La centralisation grandissante du pouvoir politique, le renforcement des pouvoirs exécutifs nécessitent un arbitrage de type bonapartiste qu'incarne le Président de la République. La bourgeoisie doit faire légitimer cette nouvelle fonction par l'élection au suffrage universel. C'est l'ensemble de la population qui « démocratiquement » choisit son monarque.